



Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20240626-2024-06-40-DE
Date de télétransmission : 01/07/2024
Date de réception préfecture : 01/07/2024

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

GOVERNANCE 6.1

N° : 2024-06-40

Nombre de membres composant
le Conseil Municipal : 33
Membres en exercice : 33

L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE, LE DIX-HUIT JUIN

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation :

12 juin 2024

Date d'affichage :

12 juin 2024

VOTE :

Pour : 20

Contre : 0

Abstentions : 13
N. RIBEMONT
A. ACOCA
P. BIZOUERNE
N. CUADRADO
P. DJOSSOUVI
S. LADISA (Pvr C. RAOULT)
M. NUGUES
D. PEREIRA
C. RAOULT
N. RONDEPIERRE
N. SULPIS
D. BELOT
L. TCHARLAIAN

Présents : Jean-Michel GENESTIER – Maire, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Adjoints au Maire, Michel BARRIERE, Noëlle SULPIS, Arlette ACOCA, Michel NUGUES, Patricia BIZOUERNE, Nicolas REDON, Steve EGOUNLETI, Thomas VAUTRIN, Nathalie RIBEMONT, David PEREIRA, Nicolas CUADRADO, Nicolas RONDEPIERRE, Pierre-Marie SALLE, Corinne RAOULT, Michel ROUBY, Patricia DJOSSOUVI, Jocelyne PAIGNON, Lydia TCHARLAIAN, Bernard CACACE, Didier BELOT, Conseillers municipaux.

Absents et représentés : Marc LAMBLIN (pouvoir à Michel BARRIERE), Fabienne GUENOUX (pouvoir à Chantal RATEAU), Gilbert MINELLI (pouvoir à Bernard CACACE), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Olivier BELLATON (pouvoir Jean-Michel GENESTIER).

SECRÉTAIRE DE SEANCE : Thomas VAUTRIN.

Objet :

MODIFICATION DE LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS

RAPPORTEUR : Chantal RATEAU

Par délibération n° 2022-10-51 en date du 10 octobre 2022, le Conseil municipal procédait à l'élection de liste des conseillers municipaux membres du Centre communal d'action sociale.

Afin de tenir compte de la démission d'un membre du Conseil d'Administration, il est proposé au Conseil municipal de procéder à nouvelle élection d'un membre pour recomposer la liste des 3 élus de la majorité municipale et d'un élu issu de l'opposition.

Ainsi, Monsieur Michel BARRIERE est proposé pour remplacer Madame Fabienne GUENOUX.

VU l'article 10 de la Loi n°2020-290 modifiée par l'article 3 de la Loi n° 2020-790,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, en particulier ses articles L 2122-1, L 2122-2, L 2122-4, L 2122-7, L 2122-8, L 2122-10,

VU l'article L 123-6 du Code de l'action sociale et des familles,
VU les résultats du scrutin du 28 juin 2020 et l'élection d'un nouveau Conseil Municipal,
VU la Délibération n°2020-07-007 du 5 juillet 2020 portant élection du Maire,
VU la Délibération n° 2020-07-011 du 5 juillet 2020 fixant à 4 le nombre de membres du Conseil Municipal au Conseil d'Administration du CCAS

LE CONSEIL MUNICIPAL, A LA MAJORITE, PAR 20 VOIX POUR, 13 ABSTENTIONS (C. RAOULT, N. SULPIS, A. ACOCA, M. NUGUES, P. BIZOUERNE, S. LADISA (PVR C. RAOULT), N. RIBEMONT, D. PEREIRA, N. CUADRADO, N. RONDEPIERRE, P. DJOSSOUVI, L. TCHARLAIAN, D. BELOT) ET APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE :

ARTICLE 1 : D'ABROGER la délibération n° 2022-10-51 du 10 octobre 2022 portant sur l'élection des membres du Centre Communal d'Action Sociale.

ARTICLE 2 : DE PROCEDER à l'élection à mains levées du Conseiller municipal Michel BARRIERE qui sera élu membre du Conseil d'Administration du CCAS.

ARTICLE 3 : DE DIRE QUE les membres du Conseil Municipal au Conseil d'Administration du CCAS seront :

- Chantal RATEAU
- Gilbert MINELLI
- Michel BARRIERE
- Lydia TCHARLAIAN

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits
(au registre suivent les signatures),
POUR EXTRAIT CONFORME


Jean-Michel GENESTIER
Le Maire,

La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.